

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département de l'Ain

SERVICE GESTIONNAIRE : Département de l'Ain - Direction des affaires européennes et transfrontalières

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 14/12/2022

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2023 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 36 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 588 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 10 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 40 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 40000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI200 Auvergne-Rhône-Alpes_Département Ain_Freins santé des BRSA

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 02/02/2023



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

L'appel à projets ci-après permettra d'attribuer aux opérations sélectionnées :

- des crédits du FSE+ gérés par le Département de l'Ain (par la Direction des affaires européennes et transfrontalières) ;
- des crédits départementaux au titre de l'accompagnement des politiques d'insertion (gérés par le Service insertion).

Cet appel à projets vise à financer une ou plusieurs action(s) d'accompagnement santé des bénéficiaires du RSA, résidant dans le département de l'Ain, pour leur permettre de résoudre leurs problématiques de santé pouvant constituer un frein pour un retour à l'emploi.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.1 Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Le Département de l'Ain est responsable de l'orientation des personnes bénéficiaires du RSA. Cette orientation doit se faire prioritairement vers Pôle Emploi pour un suivi de parcours professionnel. En cas de freins à l'emploi faisant obstacle à un accompagnement par Pôle Emploi, les travailleurs sociaux du Département orientent les personnes vers un parcours social de la responsabilité du Département. Ce parcours permet de déterminer les actions à mener pour aider à la progression du parcours des bénéficiaires du RSA cumulant des freins à l'emploi parfois très importants.

La principale difficulté repérée est la problématique de la santé (25,34 % des bénéficiaires du RSA du département de l'Ain avec identification de ce frein dans leur contrat d'engagement réciproque). Cette problématique de santé nuit à leur évolution vers l'activité, l'emploi ou la formation.

En conséquence, le Département de l'Ain souhaite accompagner ces publics à résoudre, en tout ou partie, ces problématiques de santé (difficulté d'accès aux soins, addiction, absence de couverture sociale...) en finançant un dispositif d'infirmiers agents de santé pour aider ces publics à se remobiliser autour de leur santé, en les accompagnant vers la reprise de droits ou l'engagement dans une démarche de soins par exemple.

• Objectifs

L'infirmier agent de santé doit permettre de :

- contribuer à la levée des freins relatifs à la santé, afin de permettre à la personne de développer avec son référent unique RSA, ou son référent social ou professionnel, un projet d'insertion social, professionnel, de formation... ;
- mettre en place avec la personne le parcours de soins, au besoin l'accompagner aux rendez-vous médicaux ;
- rendre le participant acteur de son projet de santé et le rendre au fil de l'action autonome dans ses démarches. Il s'agit d'un accompagnement sur mesure adapté au besoin de la personne dans sa démarche d'autonomie ;
- accompagner 60 bénéficiaires du RSA par équivalent temps plein (ETP) d'infirmier agent de santé en file active avec une cible prévisionnelle de 120 participants différents accompagnés par an par ETP d'infirmier agent de santé.

• Actions visées

Cet appel à projets vise à financer une ou plusieurs action(s) d'accompagnement santé des bénéficiaires du RSA, résidant dans le département de l'Ain, pour leur permettre de résoudre leurs problématiques de santé pouvant constituer un frein pour un retour à l'emploi. Les opérations attendues portent sur le financement d'infirmiers agents de santé devant faciliter l'accès aux soins des bénéficiaires du RSA. Ces agents devront favoriser l'inscription des participants dans un parcours de soins si nécessaire ou dans un réseau qu'ils pourront et sauront solliciter ultérieurement. L'infirmier agent de santé est un facilitateur d'accès aux soins.

Le Département attend des propositions d'actions inscrites sur les territoires d'actions sociales du Département avec des entrées et sorties permanentes, sans excéder **une durée maximale de 6 mois par participant**, renouvelable le cas échéant une seule fois pour 6 mois (justifié et validé par les services du Département à savoir, le service insertion et développement social et le responsable du Centre de la solidarité concerné). Les candidatures devront intégrer ces modalités opérationnelles.

A titre indicatif, les axes à aborder au cours de l'accompagnement et à développer dans la méthodologie proposée peuvent recouper les éléments suivants :

- repérage de la nature des difficultés rencontrées dans le rapport au soin (obstacles administratifs, financiers, géographiques, professionnels, culturels, ...);
- définition des actions à mener avec le bénéficiaire comme :
 - o mise à jour du dossier administratif (CPAM, MDPH...);
 - o choix du médecin traitant référent ;
 - o réalisation d'un bilan de santé ;

- o engagement de soins : addiction, psychologie, ophtalmologie, dentaire...
 - réalisation d'un bilan avec le bénéficiaire et transmission au référent avec :
- o actions menées et engagées autour du soin ;
- o inscription dans un réseau de soin ;
- o poursuite de l'accompagnement du soin par un autre partenaire à l'issue des 6 mois (Mission accompagnement santé de la CPAM par exemple) ;
- o orientations possibles concernant la santé (démarche de tutelle...);
- o autres orientations découlant de l'accompagnement mené.

L'infirmier agent de santé devra s'inscrire dans un maillage partenarial large. Il devra être identifié et avoir repéré tous les acteurs du social, de l'insertion, du Centre départemental de la solidarité (CDS) auquel il sera rattaché. Pour assurer le bon déroulement de l'action, l'infirmier agent de santé devra s'inscrire dans un réseau de soins, réseau médical et paramédical.

L'accompagnement par l'infirmier agent de santé devra être individuel et individualisé. Il pourra s'agir de rendez-vous réguliers, de visites à domicile, de contacts téléphoniques, voire d'accompagnements physiques vers les professionnels de santé. Des ateliers collectifs sur des thématiques santé communes pourront être envisagés.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

L'appel à projets s'adresse à tout organisme possédant une compétence et une expertise dans le champ de l'accompagnement et le suivi des personnes en difficulté d'insertion professionnelle. Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion sont éligibles et en particulier : les chambres consulaires, les associations, les collectivités territoriales, les maisons de l'emploi, les acteurs du service public de l'emploi, les structures offrant des solutions pour la levée de freins sociaux ou professionnels à l'emploi, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics et privés.

Le FSE+ ne finance pas le fonctionnement statutaire des organismes mais des projets spécifiques développés en plus du fonctionnement courant.

Les projets présentés en consortium ne sont pas éligibles.

• **Public cible**

Bénéficiaires du RSA orientés sur prescription écrite d'un des 12 Centres départementaux de la solidarité (CDS) du Département concernés.

L'accompagnement pourra être prescrit pour tout bénéficiaire du RSA :

- inscrit dans un parcours social ou socio-professionnel ;

- recruté au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique. Il revient au référent unique RSA d'inscrire l'action dans un contrat d'engagement réciproque (CER) dont la durée sera limitée à la seule action et autour d'objectifs concrets à atteindre.

L'action identifiée par l'infirmier agent de santé ne peut débuter qu'après accord du responsable du Centre départemental de la solidarité.

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

- **Autre**

Les opérations devront avoir une durée de 12 mois minimum à 24 mois maximum et être comprises obligatoirement entre le 01/01/2023 et le 31/12/2024. Les opérations retenues pourront éventuellement faire l'objet d'une prolongation d'une année, avec une troisième tranche d'exécution du 01/01/2025 au 31/12/2025, sous réserve de l'évaluation intermédiaire de l'opération, avec formalisation et validation d'un avenant. Le plan de financement présenté dans les candidatures ne doit porter que sur la tranche ferme (2023 et 2024) et non pas sur la tranche conditionnelle (2025)

Le montant total du soutien européen prévu (ci-après) concernant ces 3 années cumulées.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.

4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:

- a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
- b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent

leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

L'appel à projets ci-après permettra d'attribuer aux opérations sélectionnées :

- des crédits du FSE+ gérés par le Département de l'Ain (par la Direction des affaires européennes et transfrontalières) ;
- des crédits départementaux au titre de l'accompagnement des politiques d'insertion (gérés par le Service insertion).

La commission permanente du Conseil Départemental de l'Ain est l'organe décisionnaire d'attribution ou de refus des crédits demandés.

Une attention particulière est portée aux actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet levier et la valeur ajoutée du FSE+ au regard des dispositifs de droit commun. La participation du FSE+ est prioritairement mobilisée au profit de projets développant des approches innovantes.

Périmètre géographique des opérations

Il est attendu des propositions permettant de couvrir le département de l'Ain avec une organisation par Direction de territoire et par Centres départementaux de la solidarité (CDS), pour les 12 CDS suivants uniquement :

- Centre départemental de solidarité de Bourg-en-Bresse – Croix Blanche ;
- Centre départemental de solidarité de Bourg-en-Bresse – Pierre Goujon ;
- Centre départemental de solidarité de Montrevel-en-Bresse ;
- Centre départemental de solidarité de Nantua ;
- Centre départemental de solidarité d'Oyonnax ;
- Centre départemental de solidarité d'Ambérieu-en-Bugey ;
- Centre départemental de solidarité de Lagnieu ;
- Centre départemental de solidarité de Miribel ;
- Centre départemental de solidarité de Châtillon-sur-Chalaronne ;
- Centre départemental de solidarité de Saint-Didier-sur-Chalaronne ;
- Centre départemental de solidarité de Pont-de-Vaux ;
- Centre départemental de solidarité de Trévoux.

Les territoires des 4 Centres départementaux de la solidarité de Belley, Ferney-Voltaire, Gex et Valsérhône ne sont pas concernés par l'appel à projets.

Il est recommandé aux porteurs de projets de se coordonner dans leurs réponses. En cas de candidatures entraînant une concurrence sur un même territoire, le service gestionnaire pourra être amené à proposer aux porteurs de projets de revoir leur périmètre d'intervention lors de l'instruction, à la libre appréciation du candidat.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Pour les crédits du FSE, l'analyse des candidatures se fera selon les critères suivants :

- temporalité des projets appréciée au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ;
- vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (capacité opérationnelle et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ;
- viabilité financière de l'opérateur ;
- capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE ;
- capacité de l'opérateur à répondre aux obligations communautaires (dont communication, mise en concurrence, suivi des participants) ;
- capacité à maîtriser une opération au regard des exigences d'un cofinancement européen et à produire les justificatifs comptables exigés par le FSE (copie des fiches de paie, factures acquittées, justificatifs des virements...) ;
- respect des seuils de financement mentionnés ci-avant ;
- volume de participants prévisionnels et profil du public cible ;
- coût de l'accompagnement rapporté pour un participant ;
- pertinence du projet pour le territoire.

Les projets seront également évalués en fonction de leur prise en compte des priorités transversales assignées au FSE (ces éléments devront faire l'objet d'une argumentation détaillée dans les dossiers de candidature) :

- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- l'égalité des chances et la non-discrimination ;
- le développement durable.

Pour les crédits départementaux d'insertion, l'analyse des candidatures se fera selon les critères suivants :

- compétences et expériences en matière de suivi et d'accompagnement des personnes en insertion professionnelle vers l'emploi ;
- capacité à pouvoir accompagner les bénéficiaires du RSA ;
- connaissance du réseau partenarial du secteur de l'insertion professionnelle ;
- connaissance du Programme Départemental d'Insertion et des dispositifs emploi et insertion de l'Ain ;

- capacité à organiser l'opération en coordination avec l'une ou plusieurs des Maisons de territoire de la solidarité du Département de l'Ain ;
- modalités d'accompagnement spécifiques ou innovantes ;
- calendrier de réalisation réaliste et pertinent avec structuration des actions du projet : durée de chaque étape, précision des contenus, modalités de mise en œuvre...

- **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Durée des opérations

Les opérations devront avoir une durée de 12 mois minimum à 24 mois maximum et être comprises obligatoirement entre le 01/01/2023 et le 31/12/2024. Les opérations retenues pourront éventuellement faire l'objet d'une prolongation d'une année, avec une troisième tranche d'exécution du 01/01/2025 au 31 /12/2025, sous réserve de l'évaluation intermédiaire de l'opération, avec formalisation et validation d'un avenant.

Le plan de financement présenté dans les candidatures ne doit porter que sur la tranche ferme (2023 et 2024) et non pas sur la tranche conditionnelle (2025).

Plan de financement des candidatures

Le plan de financement proposé dans la demande de subvention doit être ventilé en :

- Fonds Social Européen Plus : 40 % des dépenses éligibles totales ;
- Département de l'Ain : 60 % des dépenses totales éligibles ;
- Il pourra être proposé une ventilation différente des taux de contribution au titre de ces 2 financements lors de l'instruction avec demande d'ajustement en conséquence.

Financement annuel cumulé par les subventions du FSE+ et du Département de l'Ain :

- minimum 40 000,00 € ;
- maximum 70 000,00 € par ETP mobilisé sur l'opération (le coût total de l'opération peut être supérieur à ce montant subventionné par ETP. Il sera alors nécessaire au porteur de projets de mobiliser de l'autofinancement ou d'autres subventions qu'il devra trouver pour équilibrer le budget de l'opération).

Une attention particulière est portée aux actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet levier et la valeur ajoutée du FSE+ au regard des dispositifs de droit commun.

Montage financier des opérations

Aucun projet ne peut faire l'objet d'un financement par le FSE+ si la demande de financement n'est pas déposée avant la fin de la réalisation du projet.

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles et/ou toutes dépenses dont le lien à l'opération n'est pas clairement démontré et /ou difficile à justifier. Les frais généraux de structures sont pris en compte dans les dépenses indirectes.

La structuration du plan de financement est imposée dans l'appel à projets avec présentation uniquement :

- de dépenses de personnel pour les seuls personnels affectés à la mise en œuvre opérationnelle, dépenses qui seront à justifier au réel au bilan ;
- de dépenses forfaitaires pour couvrir l'ensemble des coûts restants de l'opération avec un taux forfaitaire de 40 % appliqué sur les dépenses directes de personnel au réel.

Pour les opérations de moins de 200 000 € une option de coût simplifiée (OCS) est obligatoire selon le principe suivant : « *Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis) »*. Dans le cas présent, les dépenses au réelles concernent uniquement les dépenses de personnel, l'OCS obligatoire concerne les autres couts (forfait 40%).

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalent dans la structure non financés FSE.

Il est porté à l'attention des candidats que les missions supports (encadrement, finances, maintenance, nettoyage, etc.) sont comptabilisées dans les dépenses forfaitaires et ne pourront pas faire l'objet d'une valorisation dans les dépenses directes de personnel.

La subvention FSE+ n'est versée qu'après réalisation et justification des dépenses. Le bénéficiaire doit disposer d'une trésorerie suffisante pour avancer les dépenses en conséquence. Un acompte du FSE+ et de la subvention départementale (crédits Insertion) pourra être versé au début de l'action, et pour chaque tranche annuelle en cas de prolongation par avenant.

Respect du contrat d'engagement républicain

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen.

A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leur demande de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui devra être déposée dans « Ma Démarche FSE Plus » dans les pièces obligatoires annexées à la demande de subvention FSE. Un formulaire type est téléchargeable sur le site internet du Département de l'Ain sur la page des appels à projets FSE+ :

<https://www.ain.fr/appels-a-projets-insertion-fonds-social-europeen-fse/>

• Autre

Pièces à joindre avec la demande de subvention

Les pièces suivantes doivent être scannées et téléchargées dans l'outil de dématérialisation et jointes à la demande de subvention :

Pour tous les porteurs de projet :

- attestation d'engagement signée numériquement (signature dématérialisée à générer dans l'outil Ma Démarche FSE Plus) ;
- document attestant la capacité du représentant légal ;
- délégation éventuelle de signature ;
- relevé d'identité bancaire portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET ;
- justificatif prévisionnel de chaque financement externe national, régional ou local mobilisé, si disponible, à défaut ces attestations et justificatifs seront demandés au plus tard lors du bilan d'exécution ;
- présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution) ;
- comptes de résultats des 3 derniers exercices clos.

Pour les associations en complément :

- copie de la publication au journal officiel ou du récépissé de déclaration à la préfecture au nom actuel de la structure ;
- derniers statuts validés ;
- attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme ;
- attestation de contrat d'engagement républicain (à joindre dans les pièces complémentaires) ;
- liste nominative des membres du Conseil d'administration de la structure (à joindre dans les pièces complémentaires).

Pour les entreprises en complément :

- extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné ;
- dernière liasse fiscale de l'année écoulée,
- attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme ;

Pour les collectivités territoriales et établissements publics en complément :

- délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel.

Il est envisagé une notification des résultats de cet appel à projets au second trimestre 2023.

L'appel à projets détaillé est disponible sur le site Internet du Département de l'Ain : <https://www.ain.fr/appels-a-projets-insertion-fonds-social-europeen-fse/>.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y

associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)